



HAL
open science

“ Pour une histoire globale du 11 septembre 1973 ”

Olivier Compagnon, Caroline Moine

► To cite this version:

Olivier Compagnon, Caroline Moine. “ Pour une histoire globale du 11 septembre 1973 ”. *Monde(s). Histoire, Espaces, Relations*, 2015, 8, pp.9-26. hal-01443540

HAL Id: hal-01443540

<https://hal.science/hal-01443540v1>

Submitted on 1 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour une histoire globale du 11 septembre 1973

Olivier Compagnon

Institut des hautes études de l'Amérique latine, université
Sorbonne nouvelle-Paris 3

Caroline Moine

Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines,
université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Le 11 septembre 1973 a fait couler beaucoup d'encre depuis plus de 40 ans. Dans les premiers mois qui suivirent le renversement du gouvernement de Salvador Allende Gossens et la mise en place d'un régime militaire violemment répressif au Chili, de nombreux témoins du coup d'État rendirent compte des derniers jours de l'Unité populaire (UP) et proposèrent des interprétations à vif de la prise du pouvoir par les forces armées qui, au contraire de la plupart de leurs homologues latino-américaines, étaient réputées légalistes¹. Dans le

1. Voir par exemple, côté français, Alain Touraine, *Vie et mort du Chili populaire*. *Journal sociologique*, juillet-septembre 1973, Paris, Le Seuil, 1973; Alain Joxe (dir.), *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, 1974; Armand Mattelart, *Mass*

même temps paraissaient, aux États-Unis surtout, les premiers travaux de sciences humaines sociales consacrés à l'assassinat de la démocratie chilienne sous la houlette du général Pinochet².

media, idéologies et mouvement révolutionnaire. Chili, 1970-1973, Paris, Éditions Anthropos, 1974; Maurice Najman, *Le Chili est proche. Révolution et contre-révolutions dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, Maspéro, 1974. Ainsi que, côté chilien, Pedro Vuskovic (dir.), *El golpe de Estado en Chile*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975; Carlos Altamirano, *Dialéctica de una derrota*, Mexico, Editorial Siglo XXI, 1977; Jacques Chonchol (avec Thérèse Nallet), *Chili: de l'échec à l'espoir*, Paris, Éditions du Cerf, 1977.

2. Voir le dossier "Chile: Blood on the Peaceful Road", *Latin American perspectives*, vol. 1 (1974/2), p.3-160; Gary MacEoin, ed., *Chile Under Military Rule* (New York: IDOC/North America, 1974); Stefan De Vylder, *Allende's Chile. The Political Economy of the Rise and Fall of the Unidad Popular* (Stockholm: Stockholm School of Economics, 1974); James F. Petras, Morris H. Morley, eds., *The United States and*

Jusqu'au début des années 1990, tandis que l'espace académique chilien pâtissait de la chape de plomb établie par le régime sur la liberté d'expression ou de formes d'auto-censure non moins efficaces³, l'essentiel de la production historiographique sur le coup d'État se concentra en dehors des frontières du Chili – de nombreux intellectuels et universitaires chiliens contraints à l'exil ou vivant à l'étranger avant 1973 y prenant toutefois une part active⁴ – tandis que les réseaux de solidarité envers les victimes de la dictature et diverses organisations internationales dénonçaient les dérives de l'idéologie de la sécurité nationale, les pratiques du terrorisme d'État et les violations des droits de l'homme⁵. Consécutifs à la victoire du « non » au référendum du 5 octobre 1988,

Chile. Imperialism and the overthrow of the Allende Government (New York: Monthly Review Press, 1975); Paul E. Sigmund, *The Overthrow of Allende and the Politics of Chile, 1964-1976* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1977).

3. Cela n'empêcha pas complètement la parution de textes importants au Chili alors que la dictature battait encore son plein: voir par exemple Manuel A. Garretón, Tomás Moulian, *La Unidad Popular y el conflicto político en Chile*, Santiago, Ediciones Minga, 1983.
4. Voir Julio Samuel Valenzuela, Arturo Valenzuela, eds., *Military rule in Chile. Dictatorship and oppositions* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1986).
5. Voir *Dos años en la lucha de la resistencia popular del pueblo chileno, 1973-1975. Selección de documentos, declaraciones publicas y discursos emitidos durante los dos años posteriores al golpe militar*, Bilbao, Zero, 1976; *Les disparitions de prisonniers au Chili. Rapport sur les prisonniers politiques détenus dans les centres clandestins au Chili*, Paris, Éditions francophones d'Amnesty international, 1977.

le processus de transition vers la démocratie et l'accession au pouvoir du premier président de la République issu des urnes depuis Allende, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, en mars 1990, permirent le développement d'une abondante littérature scientifique sur le 11 septembre 1973 – notamment dans le contexte des commémorations de 1993, 2003 et 2013. Bien que d'indéniables lacunes demeurent en raison de l'accès toujours limité à certaines archives, notamment ecclésiastiques et militaires, on peut désormais considérer que l'histoire de l'UP, du 11 septembre 1973 et des années Pinochet est relativement bien balisée⁶.

Force est de constater, toutefois, que l'immense majorité des travaux consacrés au 11 septembre 1973 se sont déployés dans un cadre d'analyse limité aux frontières chiliennes – à l'exception notable des innombrables discussions sur la responsabilité et le rôle avérés des États-Unis dans la chute de

-
6. Pour ne citer que quelques travaux faisant autorité, voir Carlos Huneeus, *El régimen de Pinochet*, Santiago du Chili, Editorial Sudamericana, 2000; Joaquín Fernando, *La revolución inconclusa. La izquierda chilena y el gobierno de la Unidad Popular*, Santiago du Chili, Centro de Estudios Públicos, 2013; Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui changèrent le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. «Amériques», 2013; Julio Pinto Vallejos (dir.), *Fiesta y drama. Nuevas historias de la Unidad Popular*, Santiago du Chili, LOM Ediciones, 2014.

l'UP⁷ ou des travaux sur les exilés⁸. Cet état de fait tient, d'une part, à la nature même d'un événement traumatique dans l'histoire de la nation chilienne qui inaugura une dictature de 17 ans dont le nombre de victimes est aujourd'hui estimé à plus de 40 000 (dont 3 065 morts et disparus)⁹, à la persistance, d'autre part, d'une forme d'écriture du roman national close sur elle-même et typique des historiographies latino-américaines jusqu'à une période récente et, enfin, aux difficultés méthodologiques propres à l'histoire globale nécessitant de multiplier les jeux d'échelle, de croiser des sources provenant de pays divers et d'établir un dialogue entre des contextes historiographiques traditionnellement déconnectés les uns des autres¹⁰. C'est

sur la base de ce constat que ce dossier de la revue *Monde(s)*, issu d'un colloque organisé à Paris en 2013¹¹, entend ouvrir de nouveaux chemins visant, sinon à déprovincialiser l'histoire du Chili, du moins à projeter le 11 septembre 1973 dans un espace mondial. Non pas parce que l'histoire globale serait aujourd'hui devenue un phénomène de mode tel qu'il constituerait une démarche obligée pour tout historien désireux de vivre avec son temps, mais parce que ce coup d'État – au contraire de ceux qui avaient renversé, par exemple, les gouvernements démocratiquement élus du colonel Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954 ou de João Goulart au Brésil en 1964 – constitua un authentique événement-monde dans le contexte de la première moitié des années 1970¹².

7. Sur ce point, voir en particulier Jonathan Haslam, *The Nixon Administration and the Death of Allende's Chile: A Case of Assisted Suicide* (London-New York: Verso, 2005); Tanya Harmer, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War* (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2011); Oscar Guardiola-Rivera, *Story of a Death Foretold. Pinochet, the CIA and the Coup Against Salvador Allende, 11 September 1973* (London: Bloomsbury, 2014).

8. Au sein d'une bibliographie conséquente, voir notamment José del Pozo Artigas (dir.), *Exiliados, emigrados y retornados. Chilenos en América y Europa, 1973-2004*, Santiago du Chili, RIL Editores, 2006.

9. Selon les données réunies par le second rapport Valech en août 2011 (www.indh.cl) (consulté en juillet 2015).

10. Il est important de noter d'emblée les zones d'ombre qui demeurent encore sur les conséquences du 11 septembre 1973 en Asie, et notamment en Chine puisque Pékin décida de ne pas rompre les relations diplomatiques avec le Chili après le coup d'État. De même, la politique de Moscou vis-à-vis du cas chilien, pourtant si importante concernant l'ensemble des pays de l'Est et les mobilisations de solidarité internationale, demeure

peu étudiée, hormis les travaux d'Olga Ulianova, «La Unidad Popular y el golpe militar en Chile: percepciones y análisis soviéticos», *Estudios Públicos*, n° 79, 2000.

11. Ce colloque a été organisé les 17, 18 et 19 septembre 2013 par Olivier Compagnon, Georges Couffignal, Carlos Quenan, Sébastien Velut (université Sorbonne nouvelle-Paris 3, Institut des hautes études de l'Amérique latine/CREDA-UMR 7227), Caroline Moine (université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines/CHCSC-EA 2448) et Olivier Dabène (Sciences Po/CERI-UMR 7050), avec le soutien de l'Institut des Amériques. Outre les textes réunis dans ce dossier de *Monde(s)*, une autre série de communications sera publiée dans la revue *Nuevo Mundo-Nuevos Mundos* (Paris) en 2016.

12. Pour un bilan relativement récent des enjeux actuels de l'écriture d'une histoire-monde, cf. Patrick Boucheron, «L'entretien du monde», in Patrick Boucheron, Nicolas Delalande (dir.), *Pour une histoire-monde*, Paris, PUF, 2013, p. 5-23.

L'Unité populaire comme passion politique

La victoire électorale de l'UP – coalition réunissant autour du Parti socialiste chilien les principales formations politiques de la gauche et du centre-gauche – en septembre 1970 et l'accession effective de Salvador Allende au palais présidentiel de la Moneda au début du mois de novembre suivant survinrent dans un contexte très particulier de l'histoire des gauches dans le monde, qui explique très largement l'enthousiasme international que suscita la « voie chilienne vers le socialisme ». La révélation des crimes du stalinisme lors du xx^e congrès du parti communiste de l'Union soviétique en 1956, l'alignement progressif de La Havane sur Moscou dans la seconde moitié des années 1960, la disparition en octobre 1967 de l'icône révolutionnaire qu'incarnait Che Guevara, la répression du printemps de Prague, ainsi que les rébellions avortées ou réprimées des années 1968 – de Paris jusqu'à Mexico en passant par Tokyo et Dakar –, avaient douché de nombreux espoirs d'une transformation radicale des sociétés capitalistes. En reformulant ce projet dans le contexte chilien – rejet des recettes développementalistes prônées par la *Comisión Económica para América Latina* (CEPAL) depuis la Seconde Guerre mondiale et par l'Alliance pour le Progrès à partir de 1961, démantèlement des *latifundios* et réforme agraire, nationalisation des mines de cuivre et lutte contre la mainmise des entreprises

étrangères sur l'économie chilienne, promotion d'un pouvoir populaire, etc. – et en l'inscrivant dans un cadre résolument démocratique, l'UP et Allende, dépositaire d'une double culture politique marxiste et franc-maçonne, cristallisèrent soudainement les aspirations politiques de très larges secteurs de la gauche.

Bien que de réelles dissensions n'aient pas manqué de voir le jour entre Santiago et La Havane, comme le rappelle l'article de Rafael Pedemonte dans ce dossier, la visite de plus de vingt jours qu'effectua Fidel Castro au Chili en novembre 1971 fut ainsi perçue par de nombreux observateurs comme le baptême révolutionnaire de la « voie chilienne pour le socialisme » et l'émergence d'un nouvel axe anti-impérialiste entre Cuba et le Chili. Du côté français, alors que le gaullisme apparaissait tout-puissant au sortir de 1968, François Mitterrand se rendit également au Chili, accompagné de Claude Estier et de Gaston Defferre, en novembre 1971, soit cinq mois après le Congrès d'Épinay, pour observer de près ce « laboratoire où s'effectu[ait] une expérience dont la gauche européenne tirera peut-être quelque jour la leçon ». Il déclara peu après que « le Chili [était] le seul pays au monde où la synthèse entre réformes de structures et respect des libertés publiques a été réussie. Pour y parvenir, il faut conclure des accords électoraux, et surtout établir une plate-forme commune préalable à un accord de gouvernement », tandis qu'Estier écrivait dans *Le bulletin*

socialiste à propos de ce voyage : « Si le Chili dans son histoire s'est souvent inspiré de la France, il est aujourd'hui pour les socialistes français sinon un modèle, du moins un exemple¹³. » La « voie chilienne vers le socialisme » ne fut donc pas étrangère à la finalisation du Programme commun de la gauche française le 26 juin 1972 et peut apparaître comme une déclinaison européenne des choix tactiques des socialistes chiliens. La lecture du préambule de ce texte publié en 1973 rappelle d'ailleurs explicitement les premières lignes de la plateforme de l'UP, rédigée en décembre 1969¹⁴. Plus généralement, le moment Allende alimenta les réflexions de toute la gauche française au cours des années 1970, depuis le Parti communiste français – Jacques Duclos et Étienne Fajon se rendirent également en visite officielle à Santiago en novembre 1971 –, au sein duquel les tensions entre le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR) et le gouvernement furent perçues comme la parfaite illustration des dérives possibles du gauchisme, jusqu'au Parti socialiste unifié (PSU), dont la commission électorale publia en 1972

un volume intitulé *Chili. Voie électorale et/ou lutte armée*¹⁵. Ailleurs, l'impact de l'UP fut également important lorsque socialistes et communistes avaient de réels espoirs d'accéder au pouvoir, comme en Italie ou dans l'Espagne des dernières années franquistes. En revanche, son renversement joua le rôle de contre-modèle là où socialistes et communistes étaient minoritaires et virent dans l'UP l'échec programmé de toute solution réformiste fondée sur une alliance large¹⁶. Dans tous les cas, le fait que le Chili n'appartînt pas exactement à la catégorie « Tiers-monde », dans la mesure où le pays jouissait d'une relative stabilité démocratique et où une classe moyenne relativement importante s'était développée depuis l'entre-deux-guerres, fut un facteur favorable à l'établissement d'analogies politiques et à l'émergence de l'idée d'un « modèle » – au contraire de la Révolution cubaine qui exerça sur les gauches du monde entier une fascination à la fois plus romantique et plus exotique.

Objet d'une véritable passion politique pour les gauches du monde entier, terre d'accueil pour de nombreux exilés latino-américains

13. Cité par Pierre Vayssière, *Le Chili d'Allende et de Pinochet dans la presse française. Passions politiques, information et désinformation (1970-2005)*, Paris, L'Harmattan, 2005.

14. Voir, d'une part, *Programa básico de gobierno de la Unidad Popular. Candidatura presidencial de Salvador Allende*, Santiago du Chili, s. e., 1970; et, d'autre part, *Programme commun de gouvernement. Parti socialiste, Parti communiste, mouvement des radicaux de gauche*, Paris, Flammarion, 1973.

15. *Chili: voie électorale et / ou lutte armée*, Paris, « Critique socialiste », 1972.

16. Sur ce point, voir notamment les remarques de Gonzalo Cáceres Queiro et Joan del Alcàzar i Garrido, « Allende y la Unidad Popular. Hacia una deconstrucción de los mitos políticos chilenos », *El Contemporani. Arts, història, societat*, n° 15, 1998; José Rodríguez Elizondo, *Crisis y renovación de las izquierdas. De la revolución cubana a Chiapas, psando por 'el caso chileno'*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1995.

– notamment brésiliens – confrontés à la répression dans leur propre pays et destination privilégiée d’un tourisme militant que la massification de l’aviation civile rend alors plus aisée, le Chili d’Allende fit également fonction de repoussoir dans une logique non moins viscérale. Ce fut particulièrement évident aux États-Unis où l’administration Nixon, prise au dépourvu par la victoire électorale de l’UP en septembre 1970, eut tôt fait de définir l’écrasement de ce « fils de pute d’Allende » comme une priorité¹⁷. Au Brésil où le régime militaire issu du coup d’État de 1964 avait brutalement durci la répression avec la promulgation de l’Acte institutionnel n° 5 en décembre 1968, l’hypothèse d’une victoire de l’UP fut également considérée comme une menace de première importance dans les mois qui précédèrent les élections présidentielles de 1970. Le 9 décembre de l’année suivante, le président Emílio Garrastazu Médici rencontra Nixon à la Maison Blanche et mit en place les grandes lignes d’une coopération entre Washington et Brasilia pour la déstabilisation d’Allende¹⁸. En France, dans un débat organisé par Europe 1 en octobre 1972, Alain Peyrefitte, secrétaire général de l’Union des Démocrates, ne

17. Selon le témoignage d’Edward Korry, ambassadeur des États-Unis à Santiago entre 1967 et 1971. Cité par Antoine Coppolani, *Richard Nixon*, Paris, Fayard, 2013, p. 733.

18. Mila Burns, “Dictatorship Across Borders: the Brazilian Influence on the Overthrow of Salvador Allende”, *Estudios de Seguridad y Defensa*, n° 3, juin 2014, p. 165-187.

cachait pas non plus ses fortes craintes d’une contagion du modèle chilien lorsqu’il répondait à François Mitterrand, qui venait de se déclarer « sentimentalement et quelquefois doctrinalement très proche des soucis du président Allende » :

« La situation n’est pas comparable et je me permets de dire que, s’il y a un potentiel révolutionnaire au Chili, que l’on peut parfaitement comprendre à cause de la misère indicible d’une très grande partie de la population, ce potentiel ne me semble pas exister en France. [...] En France, quel est le sous-prolétariat, en dehors de ces immigrants étrangers dont vous parlez souvent mais qui viennent dans notre pays parce qu’ils s’y trouvent plus heureux que chez eux, ce que vous avez l’air d’oublier ? [...] Ce qui me frappe le plus, au Chili [...], c’est une sorte de haine qu’il m’a semblé ressentir et dont j’ai eu en tout cas beaucoup de témoignages de seconde main, une haine qui se développe, une haine que certains appellent la lutte des classes. [...] Voilà ce qui me préoccupe le plus. Quand une révolution est déclenchée, un processus de haine apparaît et personne ne peut plus le contrôler parce que la haine appelle la haine, que la violence appelle la violence et que le processus échappe à tout le monde¹⁹. »

Cette dimension passionnelle de la réception des années Allende dans le monde explique donc que le 11 septembre 1973 représenta d’abord un choc émotionnel pour toute une

19. Transcription du débat entre François Mitterrand et Alain Peyrefitte animé par Georges Leroy, Europe 1, 5 octobre 1972 (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, dossier « Chili-Allende »).

génération – d’autant que la mort d’Allende ajouta au martyre de la démocratie la tragédie d’un destin personnel – et peut être considéré comme un moment clé dans l’histoire des sensibilités politiques contemporaines. Indépendamment de toute lecture politique du coup d’État, nombreux sont les témoignages attestant la stupeur des uns et l’enthousiasme des autres à l’annonce de la chute de l’UP. « C’est la première fois que j’ai pleuré politiquement », se souvient ainsi une universitaire parisienne plus de trente ans après le bombardement de la Moneda²⁰, tandis qu’une note du cabinet du ministre français des Affaires étrangères datée du 11 décembre 1973 insiste sur « l’émotion de larges secteurs de l’opinion »²¹. Prix Nobel de littérature en 1982, l’écrivain colombien Gabriel García Márquez restitua de manière exemplaire l’importance de ce marqueur générationnel dans un texte daté de septembre 2003 intitulé *La verdadera muerte de un presidente*, rédigé à l’occasion du trentième anniversaire du *golpe* et abondamment diffusé dans la presse internationale :

« Le drame s’est produit au Chili, au plus grand malheur des Chiliens, mais il doit passer à l’histoire comme quelque chose qui est immanquablement arrivé à tous les hommes de cette

époque et qui est demeuré dans nos vies pour toujours²². »

Le 11 septembre 1973, paradigme de la Guerre froide

Au-delà de l’émotion politique, le coup d’État du 11 septembre 1973 eut aussi un retentissement mondial en ce qu’il apparut à de nombreux acteurs de l’époque – de même d’ailleurs qu’il apparaît aujourd’hui à de nombreux historiens²³ – comme paradigmatique des évolutions qu’avait connues la région latino-américaine depuis une vingtaine d’années d’une part, de la Guerre froide dans sa dimension globale d’autre part. Produit de l’interventionnisme récurrent de Washington dans la vie politique des États latino-américains depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de Managua en 1954 à Santo Domingo en 1965 en passant par Brasilia en 1964, et, dans un temps plus long, de la rupture fondamentale que connurent les relations interaméricaines à partir des années 1890, le 11 septembre 1973 conduit à la mise en place d’un terrorisme d’État qui n’avait pas eu d’équivalent auparavant. Au nom de la restauration des intérêts supérieurs de la

20. Témoignage de Marie-Claire Lavabre recueilli par Olivier Compagnon, Santiago du Chili, novembre 2012.

21. [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/40_cle01-adj.pdf] (consulté le 28 mai 2015).

22. [http://www.archivochile.com/S_Allende_UP/doc_sobre_sallende/SAsobre0004.pdf] (consulté le 2 mai 2015).

23. Sur les échos du 11 septembre 1973 dans le monde académique international, voir Alfredo Joignant (dir.), *Ecos mundiales del golpe de Estado. Escritos sobre el 11 de septiembre de 1973*, Santiago, Ediciones Universidad Diego Portales, 2013.

nation, l'ampleur et le caractère systématique de la répression dans les semaines qui suivirent immédiatement le renversement d'Allende, les exécutions sommaires, l'institutionnalisation de la torture, l'état de siège permanent, le rôle central de la police politique dans l'exercice du pouvoir, ainsi que la mise en place d'une traque transnationale, dans le cadre du plan Condor, de tous les individus apparaissant susceptibles de propager le « cancer marxiste », contribuèrent à ériger le régime de Pinochet – fréquemment désigné comme fasciste par ses opposants, ainsi que le montre bien l'article de Caroline Moine sur les réseaux de solidarité européens au sein de ce dossier – en archétype de la doctrine de sécurité nationale. En ce sens, la dictature argentine des années 1976-1983, malgré ses 30 000 morts ou disparus, apparut davantage comme une répétition des événements chiliens de l'autre côté de la cordillère des Andes que comme une nouvelle rupture dans le cours du second xx^e siècle latino-américain. Dans les représentations qu'il véhicula à l'étranger jusqu'à sa mort en décembre 2006, par exemple au travers des caricatures de presse étudiées par Manuel Gárate, Pinochet devint logiquement l'incarnation la plus achevée du dictateur latino-américain.

Huit mois après les accords de Paris qui avaient définitivement scellé le revers de Washington au Vietnam, les États-Unis démontrèrent aussi au travers du 11 septembre 1973

qu'ils jouissaient encore d'une pleine capacité à éviter « un second Cuba », alors même que les nombreuses guérillas qui avaient fleuri en Amérique latine connaissaient une nette période de reflux, et à lutter contre l'hydre de la soviétisation dans leur arrière-cour américaine. « Ce coup d'État proche de la perfection fut notre Jour-J », écrivit d'ailleurs l'attaché naval états-unien à Valparaiso, Patrick Ryan, dans une surprenante comparaison entre le débarquement de Normandie et l'attaque de la Moneda²⁴. En outre, le fait que, au-delà des discours de circonstance regrettant le renversement d'un gouvernement issu des urnes, les représentants du nouveau régime chilien à l'étranger aient été accueillis presque partout avec bienveillance, sembla également attester que les États-Unis n'avaient rien perdu de leur leadership international. En France, la conférence de presse que donna Georges Pompidou à ce sujet le 27 septembre 1973 fut sans équivoque :

« Nous ne reconnaissons pas le gouvernement chilien, nous avons des relations avec le Chili, comme nous avons des relations avec le Chili de M. Frei, excellentes ; avec le gouvernement de M. Allende, excellentes. Nous avons et nous continuerons d'avoir des relations avec le Chili tel qu'il est et tel qu'il sera²⁵. »

24. Department of Defense, Navy Section US Military Group, Situation Report 2, October, 1, 1973 [<http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB8/docs/doc21.pdf>] (consulté le 2 juin 2015).

25. [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/18-3_cle812162.pdf] (consulté le 2 juillet 2015).



Illustration 1. Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien. Fonds de la Bibliothèque Pierre Monbeig (IHEAL) (DR).

Avec ses satellites d'Europe de l'Est et Cuba, l'Union soviétique fut finalement l'une des rares nations du monde à dénoncer durablement le coup d'État et marqua très symboliquement son refus de reconnaître le nouveau régime en boycottant le match de football Chili – URSS du 21 novembre 1973, comptant pour les éliminatoires de la coupe du Monde 1974, qui se déroula finalement avec la seule sélection chilienne sur le terrain dans l'*Estadio*

Nacional où étaient emprisonnés des milliers de militants de la gauche chilienne – brièvement transférés hors de l'enceinte sportive pour l'occasion²⁶. De son côté, Fidel Castro profita d'un voyage officiel en Asie pour y propager l'écho du 11 septembre 1973. Lors du banquet donné en son honneur à Hanoï au lendemain du coup d'État, il affirma la solidarité de La Havane avec le drame que vivait le peuple chilien et sa certitude selon laquelle les luttes de libération en cours dans toute l'Amérique latine finiraient par l'emporter en dépit de l'impérialisme des États-Unis²⁷. Un discours comparable fut prononcé cinq jours plus tard, à l'aéroport de Calcutta, alors que le *líder máximo* de la Révolution cubaine arrivait en visite dans l'Inde d'Indira Gandhi²⁸. Dans ce que l'on nommait alors le Tiers-monde, la figure d'Allende, qui avait conquis une grande notoriété à la suite de son discours contre les multinationales étrangères, prononcé à l'Organisation des Nations unies en décembre 1972 et dont le représentant à la IV^e conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non-alignés d'Alger (5-9 septembre 1973) avait présenté un document proposant la création

26. Sur ce point, voir Alexandros Kottis, *Un but politique. Chili – URSS 1973*, master en histoire, sous la direction d'Olivier Compagnon, université Sorbonne nouvelle-Paris 3/IHEAL, 2012.

27. Vietnam News Agency, 12 septembre 1973, cf. [<http://lanic.utexas.edu/project/castro/db/1973/19730912-3.html>] (consulté le 15 juin 2015).

28. Delhi General Overseas, 17 septembre 1973 [<http://lanic.utexas.edu/project/castro/db/1973/19730917.html>] (consulté le 2 juillet 2015).

d'entreprises communes aux non-alignés afin de lutter contre les entreprises des pays du Nord²⁹, apparaissait d'abord comme la victime de l'impérialisme états-unien.

Événement à part entière de la Guerre froide globale³⁰, le 11 septembre 1973 provoqua logiquement une onde de choc politique dans de nombreux pays bien que les enseignements politiques qu'on en tira se soient finalement avérés très divers selon les contextes. Au Brésil ou en Bolivie, où des régimes de sécurité nationale étaient déjà solidement implantés, les gouvernements perçurent la chute de l'UP comme la confirmation de la pertinence de la doctrine de sécurité nationale et se rapprochèrent rapidement du nouveau régime – notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan Condor. À l'inverse, le coup d'État chilien put également être perçu comme la confirmation que transformer les sociétés latino-américaines dans un cadre légal et sans recourir à la violence était définitivement chose impossible du fait non seulement du conservatisme des élites nationales, prêtes à tout afin de préserver leurs privilèges, comme en témoignait par exemple la campagne de presse haineuse menée par le quotidien chilien *El Mercurio* durant toute

la période de l'UP, mais surtout des États-Unis qui avaient financé les oppositions les plus radicales au gouvernement d'Allende. C'est sur la base de ce constat que certains mouvements de guérilla radicalisèrent leurs positions. Ce fut notamment le cas des Montoneros en Argentine qui, selon le témoignage *a posteriori* de l'un de leurs principaux leaders, Roberto Perdía, se sentirent définitivement encerclés après la fin de l'UP entre l'Uruguay de Juan María Bordaberry, le Paraguay d'Alfredo Stroessner, la Bolivie de Hugo Banzer et le Chili d'Augusto Pinochet³¹. À cette représentation obsidionale de l'histoire argentine des années 1970 s'ajouta le fait que de nombreux acteurs politiques chiliens proches de l'UP trouvèrent provisoirement refuge en Argentine, où le péronisme venait de revenir au pouvoir, et contribuèrent à diffuser de l'autre côté des Andes les leçons qu'ils avaient tirées des années Allende. La possibilité d'une radicalisation des gauches latino-américaines à l'issue du coup d'État – à la manière dont le renversement de Jacobo Arbenz en 1954 avait été un élément décisif dans le projet insurrectionnel des frères Castro et de Guevara – renvoya d'ailleurs un écho jusqu'en Europe puisque c'est sur ce point que se concluait un important article de *Time* consacré à la fin des années Allende :

29. Voir Georges Fischer, «Le non-alignement et la Conférence d'Alger (septembre 1973)», *Tiers Monde*, n° 56, 1973, p. 872.

30. Voir Tanya Harmer, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, op. cit. (cf. note 7); Tanya Harmer, Alfredo Riquelme (dir.), *Chile y la Guerra Fría global*, Santiago du Chili, RIL Editores, 2014.

31. «Entrevista exclusiva con Roberto Perdía», 3^e partie, *Agencia Paco Urondo*, 21 mai 2012 [<http://www.agenciapacourondo.com.ar/militancia/8055-qfeinmann-hace-un-analisis-interesado-montoneros-y-la-jp-erarlo-mismoq.html>] (consulté le 21 mai 2015).

« La junte militaire chilienne a atteint son objectif principal en se débarrassant d'Allende, mais la réelle question est de savoir à quel prix. En tant qu'inspiration spirituelle des gauchistes, Allende pourrait bien être plus puissant mort que vivant. Par ailleurs, sa chute peut convaincre les radicaux que le plus sûr chemin vers le socialisme est celui de la révolution violente, réprimant toutes les oppositions. Il est certain que cet "homme décent et sans Dieu" ne sera jamais oublié des pauvres du Chili, aux yeux desquels il apparaît comme un sauveur laïc. La prochaine fois qu'un leader marxiste populaire apparaîtra au Chili, sa route vers le pouvoir sera loin d'être aussi pacifique³². »

Il n'est pas indifférent de constater, par ailleurs, que le spectacle du 11 septembre 1973 généra d'importantes reconfigurations politiques dans certains pays européens. Dans le cas de la Grèce des colonels étudiée par Eugénia Palieraki dans ce dossier et au-delà de la réintégration du Parti communiste au jeu politique national à partir de l'observation de l'expérience de l'UP, la mise en récit du putsch chilien contribua à inscrire le mouvement antidictatorial grec dans une dynamique anti-impérialiste et tiers-mondiste qui accompagna la transition à la démocratie. En Italie, comme cela a été démontré depuis longtemps, le 11 septembre 1973 constitua la principale matrice du *compromesso storico* entre les démocrates-chrétiens – dont les réactions au *golpe* chilien sont étudiées dans ce dossier dans une perspective comparatiste, à l'échelle

32. "The Bloody End of a Marxist Dream", *Time* (London), 24 septembre 1973, p. 46.

de l'Europe, par Élodie Giraudier – et le Parti communiste d'Enrico Berlinguer³³.

Enfin, la mort assistée de l'UP put également être perçue comme la fin d'un cycle inauguré en Pologne et en Hongrie en 1956, poursuivi en Tchécoslovaquie en 1968 et finalement mis à mort à Santiago du Chili en septembre 1973 : celui de la réconciliation du marxisme et de la démocratie. Telle est l'analyse que livre un éditorialiste du *Guardian*, à Londres, trois jours après un coup d'État semblant conforter la démocratie libérale et capitaliste comme unique option idéologique pour l'avenir et perçu comme une « fin de l'histoire » avant l'heure :

« La grande illusion de notre siècle est de penser que le socialisme et la démocratie peuvent coexister, comme le lion et l'agneau. Une légende instantanée est née avec le meurtre-suicide de Salvador Allende et le socialisme démocratique s'est trouvé un nouveau martyr. L'échec d'Allende au Chili fait écho à celui de Dubcek en Tchécoslovaquie. Démocratie et socialisme ne semblent pouvoir être associés dans aucun des deux hémisphères ou aires d'influence. La démocratisation d'une dictature

33. Voir les trois articles de Enrico Berlinguer parus dans *Rinascita* en septembre et octobre 1973 : « Riflessione sull'Italia dopo i fatti del Cile », n° 39, p. 5-7 ; « Via democratica e violenza reazionaria », n° 40, p. 4-6 ; « La proposta del Compromesso storico », n° 41, p. 3-6 ; ainsi que Andrea Mulas, *Allende e Berlinguer. Il Cile dell'Unità Popolare e il compromesso storico italiano*, San Cesario du Lecce, Manni, 2005 ; Alessandro Santoni, *Il PCI e i giorni del Cile. Alle origini di un mito politico*, Rome, Carocci, 2008 ; Raffaella Nocera, Claudio Rolle Cruz (dir.), *Settantatré. Cile e Italia, destini incrociati*, Naples, Think Thanks, 2010.

socialiste et la socialisation d'une démocratie se heurtent aux mêmes déficiences de la nature humaine. Les moyens de l'extinction ont été différents, mais les fins étaient très similaires au Chili et en Tchécoslovaquie³⁴. »

En dépit des zones d'ombre qui subsistent en raison de l'absence de travaux scientifiques à l'heure actuelle, cette diversité des réceptions politiques du 11 septembre 1973 n'en témoigne pas moins de l'impact global que recueillit l'événement et invite à explorer de nouvelles pistes de recherche – vers l'Asie et vers l'Afrique, notamment, dans la perspective d'une histoire connectée des Suds – sur la position de centralité politique qu'occupait le Chili dans le monde de la première moitié des années 1970.

Un coup d'État médiatique

Catalyseur d'émotions politiques et paradigme du politique en période de Guerre froide, le 11 septembre 1973 se constitua également en événement-monde en raison de la médiatisation qui l'accompagna. Il fut d'abord un coup d'État radiophonique qui fit amplement résonner les dernières paroles de Salvador Allende au-delà des frontières chiliennes : celles qu'il prononça dès 7 h 55 du matin sur Radio Corporación, appelant les travailleurs à occuper leur poste et à garder confiance dans le gouvernement légalement constitué ; ou encore sa dernière allocution

34. "Chile's Martyr", *The Guardian* (London), 14 septembre 1973.

diffusée à 9 h 10 par Radio Magallanes, scandée par l'explosion des bombes larguées par l'aviation sur le centre historique de la capitale, dans laquelle il dénonce la félonie des militaires insurgés et affirme sa certitude que son sacrifice ne sera pas vain. Le 11 septembre fut également un coup d'État télévisuel dans la mesure où les images de l'aviation chilienne bombardant la Moneda, de Salvador Allende sortant du palais présidentiel mitrailleuse à la main, des colonnes de fumée s'élevant au-dessus de Santiago sur fond de cordillère des Andes et des milliers de prisonniers détenus dans l'enceinte de l'*Estado Nacional* firent le tour du monde dans les heures qui suivirent le déclenchement de l'offensive militaire et inondèrent les journaux d'information télévisés. Une fois passé l'effet d'actualité, le Chili demeura présent au travers de reportages ponctuels ou d'analyses plus développées comme celle que propose en France, le 27 septembre 1973, le magazine *52* de l'ORTF³⁵. Le *golpe* fut enfin un coup d'État cinématographique puisque de nombreux cinéastes réalisèrent des films – de fiction ou documentaires – sur les événements du 11 septembre et leurs conséquences. Le rôle du cinéma chilien en exil est ici incontestable, mais ne saurait expliquer

35. « Le Chili à l'ombre des épées », reportage de Jacques Grignon Dumoulin, *52*, Office de radiodiffusion-télévision française, 27 septembre 1973 [http://www.ina.fr/video/CAF93029676/chili-a-l-ombre-des-epées-video.html] (consulté le 22 juin 2015).

à lui seul l'importance de cette production³⁶. Plusieurs documentaristes filmèrent l'insurrection armée et les premières semaines du nouveau régime. Ce fut le cas, côté chilien, de Patricio Guzmán, alors âgé de 32 ans, qui avait réalisé en 1971, avec l'aide matérielle de Chris Marker notamment, un documentaire collectif sur la première année de l'UP – *El primer año* – et qui filma les premières heures du coup d'État caméra à l'épaule avant d'être arrêté et emprisonné – non sans avoir pris la peine de sauvegarder ses pellicules qui purent quitter le pays par le biais de l'ambassade de Suède à Santiago. Après sa libération, il partit en exil et réunit ces images dans la trilogie intitulée *La Batalla de Chile*, qui circula dans 35 pays différents au cours des années 1970 et 1980. Ce fut également le cas du Français Bruno Muel, cinéaste militant notamment connu pour ses films sur les luttes ouvrières en France dans les années 1960, qui prit le premier avion pour Santiago à l'annonce du coup d'État, en compagnie du preneur de son Théo Robichet, et filma dans les rues de la capitale chilienne durant une dizaine de jours. *Septembre chilien*, dont les séquences tournées dans l'*Estadio Nacional* furent ensuite reprises dans de nombreux autres documentaires et reportages, reçut la Colombe d'argent au festival de Leipzig, en RDA, l'année même du coup d'État, ainsi que le prix Jean Vigo en 1974. Dans sa trilogie sur

36. Sur le cinéma chilien en exil, voir Guy Hennebelle, Alfonso Gumucio Dagron (dir.), *Les cinémas de l'Amérique latine*, Paris, Lherminier, 1981, p. 212, 215.

l'Amérique latine, tournée de 1972 à 1974, le documentariste soviétique Roman Karmen consacra également une large place au Chili d'avant, mais aussi d'après le coup d'État³⁷. Outre ces documentaires de compilation, chroniques sur les trois ans du gouvernement Allende ou hommages rendus aux disparus, la fiction permit tout autant la diffusion dans le monde entier des images ou d'un imaginaire du 11 septembre. Citons, parmi bien d'autres, *L'ambassade* de Chris Marker (France, 1973)³⁸, *Le calme règne dans le pays* de Peter Lilienthal (RFA/Autriche, 1975), *Il pleut sur Santiago* de Helvio Soto (France/Bulgarie, 1975) ou *La nuit sur le Chili* de Sebastián Alarcón et Alexandre Kosarev (URSS, 1977). La circulation des images, télévisuelles ou cinématographiques, du 11 septembre 1973 participa de manière décisive à la fabrique d'un système de représentation global du coup d'État, au même titre que les photographies, étudiées dans ce dossier par Didier Aubert, ou que les innombrables affiches de solidarité avec les victimes de la dictature qui furent éditées dans le monde entier³⁹.

37. Roman Karmen, *Chili, temps de lutte, temps d'angoisse*, URSS, 1973; ainsi que *Camarades*, URSS, 1974.

38. Sur la place du Chili dans l'œuvre de Chris Marker, avant et après le coup d'État, voir Carolina Amaral de Aguiar, «O Chile na obra de Chris Marker. Um olhar para a Unidade Popular desde a França», thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Marcos Napolitano, université de São Paulo, 2013.

39. Œuvres d'anonymes, de collectifs ou d'artistes reconnus, ces multiples affiches, au cœur des mobilisations

La bibliothèque Pierre Monbeig de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (université Sorbonne nouvelle-Paris 3) possède un fonds de 264 affiches publiées entre 1966 et 1998, qui témoignent de la résistance de nombreuses organisations militantes à la violence politique de régimes répressifs des années 1960 aux années 1980.

Deux grands ensembles se dégagent numériquement : les affiches éditées par la *Organización de solidaridad de los pueblos de África, Asia y América* (OSPAAAL), fondée le 12 janvier 1966 à La Havane lors de la Conférence de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (encore appelée Conférence tricontinentale), et les affiches de la *Organización continental latinoamericana y caribeña de estudiantes* (OCLAE).

Le pays le mieux représenté est le Chili avec 72 affiches émanant du *Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien* et de nombreuses institutions culturelles et organisations politiques engagées dans des actions de solidarité internationale. Ce fonds a fait l'objet d'une numérisation en juin 2015.

politiques, sociales et culturelles, sont autant de sources précieuses pour les chercheurs. Parmi les nombreux fonds d'affiches de solidarité avec le Chili, celui du *Museo de la Memoria y de los Derechos Humanos* à Santiago, qui s'applique à patrimonialiser la mémoire internationale de la résistance, est particulièrement riche. Par ailleurs, la bibliothèque Pierre Monbeig de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (université Sorbonne nouvelle-Paris 3) possède un fonds d'affiches publiées entre 1966 et 1998 (cf. encadré). Enfin, la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (Nanterre) dispose également, dans ses fonds d'archives sur le Chili, d'une centaine d'affiches émanant des organisations de solidarité internationale.

Outre les médias d'information, et notamment la presse qui accorda aux événements du 11 septembre 1973 une très large part avant que la guerre du Kippour et le premier choc pétrolier n'aient fini par occulter en partie l'actualité chilienne, d'autres relais de la culture de masse participèrent à l'impact global du coup d'État. Ce fut notamment le cas de la musique dans la mesure où la tragédie chilienne s'imposa rapidement comme un thème de choix dans la production internationale. Au Mexique, la Maison du Chili, fondée le 11 septembre 1974 afin de coordonner les initiatives de soutien aux exilés chiliens et aux victimes de la dictature⁴⁰, produisit ainsi, l'année même de sa création, l'album *México. Chile. Solidaridad* en partenariat avec le label mexicain Discos Pueblos. Le disque réunissait plusieurs chanteurs engagés mexicains, dont Óscar Chávez, interprétant des standards de la *nueva canción* chilienne (Violeta Parra, Isabel Parra, Víctor Jara, Patricio Manns, etc.). Il s'ouvrait sur le dernier message radiodiffusé d'Allende depuis le palais de La Moneda et se refermait avec le morceau *Cantata Santa María de Iquique*, hymne de la *nueva canción* chilienne interprétée par le groupe mexicain Tupac-Amaru. Sur la pochette, on pouvait lire un appel à multiplier les pressions internationales afin d'isoler « la junte fasciste », à « redoubler d'efforts pour appuyer la résistance civile au Chili » et à

40. Voir Claudia F. Rojas Mira, «La Casa de Chile en México, 1973-1993», in José del Pozo Artigas (dir.), *Exiliados, emigrados y retornados*, op. cit., p. 107-126 (cf. note 8).

promouvoir « la restauration de l'ordre démocratique qui permettra la poursuite de la lutte politique et la construction d'une nouvelle société »⁴¹. La même année à Cuba était réalisé un album de solidarité avec le peuple chilien intitulé *Jornada de solidaridad con la lucha del pueblo de Chile*, réunissant également des classiques de la *nueva canción* et proposant diverses chansons de solidarité avec le Chili – dont *A Salvador Allende en su combate por la vida* par Pablo Milanés⁴². En France, Santiago du Chili devint également un lieu de référence dans la géographie de la variété, depuis Renaud consacrant en 1975 l'un des couplets d'« Hexagone » au coup d'État⁴³ jusqu'à Maxime le Forestier qui, la même année, compose et cosigne, aux côtés de Colette Magny et de la chanteuse Mara, un album en solidarité avec les victimes de la dictature intitulé *Un peuple crève* et distribué par Le Chant du Monde⁴⁴. Les festivals de musique servirent également de tribune à la cause chilienne : ainsi à Berlin-Est, le Festival de la chanson politique, lancé en 1970 et qui avait accueilli les groupes chiliens Quilapayún ou Inti-Illimani

bien avant le coup d'État, devint après le 11 septembre 1973 un passage obligé pour de nombreux musiciens qui avaient trouvé refuge en Europe de l'Est ou de l'Ouest⁴⁵. Car l'exil de musiciens chiliens dans le monde entier – et tout particulièrement en Europe comme le montre Javier Rodriguez Aedo dans ce dossier – participa pleinement à une mise en musique globale du drame chilien au même titre que la circulation du chant *¡El pueblo unido, jamás será vencido!*, composé en mai 1973 par Sergio Ortega et le groupe Quilapayún, qui devint un hymne de résistance au Chili après le coup d'État, passa de main en main sous la forme de cassettes clandestines lors de la révolution iranienne de 1979, fut repris aux États-Unis par le Liberation Music Orchestra du contrebassiste Charlie Haden en 1983 et résonna dans les rues de Paris lors de la manifestation du 11 janvier 2015 consécutive à l'attentat perpétré contre Charlie Hebdo⁴⁶. Au travers de ses échos sonores comme de ses images, l'événement-monde que constitue le 11 septembre 1973 est donc indissociable de la consolidation des cultures de masse dans la seconde moitié du xx^e siècle.

41. *Mexico-Chile Solidaridad*, Mexico, Discos Pueblo, DP-1007, 1974.

42. *Jornada de solidaridad con la lucha del pueblo de Chile*, Cuba, Areito, LDS-3465, 1974.

43. «Lorsqu'en septembre on assassine/un peuple et une liberté/au cœur de l'Amérique latine,/ils sont pas nombreux à gueuler./Un ambassadeur se ramène,/bras ouverts il est accueilli,/le fascisme c'est la gangrène/à Santiago comme à Paris.», «Hexagone», *Amoureux de Paname*, Paris, Polydor, 1975.

44. *Un peuple crève*, Paris, APCMUR, 1975.

45. Marcus Kenzler, *Der Blick in die andere Welt. Einflüsse Lateinamerikas auf die bildende Kunst der DDR*, Berlin, LIT Verlag, 2012, p. 172.

46. Voir également Mauricio Gómez Gálvez, «*El pueblo unido, jamás será vencido!* Circulation internationale et réception d'un chant politique (1973-1983)», in Anaïs Fléchet, Marie-Françoise Lévy, *Littératures et musiques dans la mondialisation, xx^e-xxi^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 127-136.

Une mémoire-monde

Enfin, l'impact du 11 septembre 1973 fut loin de se limiter aux premières semaines ou aux premières années qui suivirent le coup d'État. On mesure notamment cette persistance mémorielle à la dimension résolument internationale que revêtirent les célébrations des dixième, vingtième, trentième et quarantième anniversaires du *golpe* – même si les attentats du 11 septembre 2001 à New York tendirent un temps à occulter ce que l'on commença parfois à nommer « l'autre 11 septembre ». Colloques et publications académiques, expositions photographiques, festivals cinématographiques ou hommages politiques scandèrent immanquablement l'actualité commémorative de nombreux pays du monde depuis le début des années 1980⁴⁷. Outre le rôle de marqueur générationnel que joua la mort de l'UP pour une partie des *baby boomers*, trois éléments au moins semblent avoir été décisifs dans cette perpétuation d'une mémoire globale.

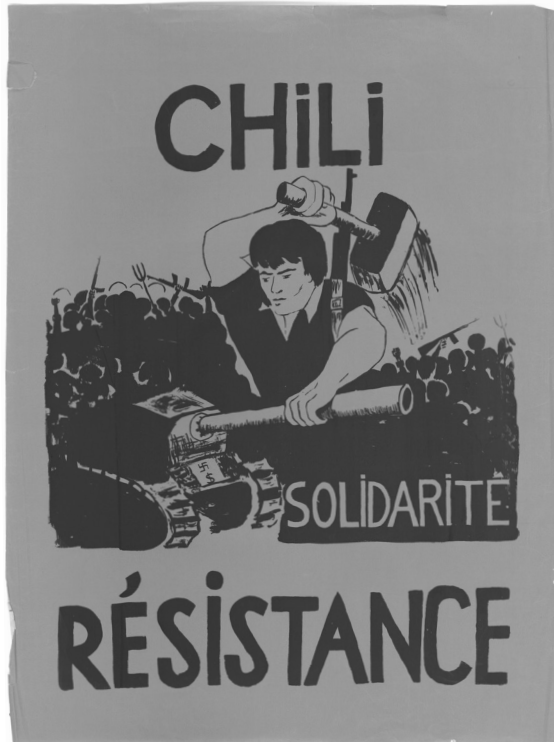
En premier lieu, l'importante diaspora chilienne issue du coup d'État, fréquemment

47. Citons, à titre d'exemples pour le quarantième anniversaire de 2013, l'exposition organisée à Berlin, dans les locaux de la *Willy Brandt Haus*, siège du Parti social-démocrate (SPD), intitulée *Puro Pueblo* et présentant les photos réalisées au Chili par John Hall et Michael Ruetz entre 1970 et 1973; celle organisée à la Grady Alexis Gallery de New York, sous le titre *Chile vive*, présentant des affiches politiques; ou encore celle intitulée *Rescuing a Collective Memory: Chile 1973-2011*, organisée à Montréal par le Comité chilien pour les droits de l'homme du Québec.

estimée à un million d'individus bien que les sources divergent en la matière⁴⁸, joua un rôle déterminant et durable dans la mise en récit globale du 11 septembre 1973 en s'insérant dans les réseaux de solidarité avec les victimes de la dictature dès le milieu des années 1970, en occupant régulièrement la rue à l'occasion des anniversaires du coup d'État ou d'événements majeurs de la vie politique chilienne comme l'arrestation du général Pinochet à Londres en octobre 1998 ou en réclamant sans cesse justice contre les bourreaux impunis du régime. Née à l'étranger et n'ayant que minoritairement fait le choix d'un retour au Chili après la transition des années 1988-1990, la seconde génération a pris le relais de cette mobilisation de temps long, en dépit de ruptures dans les références et les répertoires d'action mobilisés, et demeure souvent dépositaire d'une mémoire familiale marquée par les violences physiques ou symboliques ayant accompagné le coup d'État⁴⁹.

48. Aux côtés de l'Argentine jusqu'au coup d'État de mars 1976, du Venezuela ou du Mexique, l'Europe – en particulier l'Angleterre, la France, l'Italie et la Suède – fut une destination privilégiée de l'exil chilien dans la mesure où elle offrait des statuts relativement favorables aux réfugiés politiques ou les créa à cette occasion. Sur ce point, voir notamment José del Pozo Artigas (dir.), *Exiliados, emigrados y retornados*, op. cit., (cf. note 8); Nicolas Prognon, « L'exil chilien en France entre mobilités transnationales et échanges », *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, n° 12, 2013 (<http://amnis.revues.org/1931> – consulté le 11 mai 2015).

49. Fanny Jedlicki, « Le bagage des enfants de l'exil. De la transmission de la mémoire dans les familles de réfugiés chiliens », in Piero-D. Galloro (dir.), *L'exil des*



III. 2. Fonds de la Bibliothèque Pierre Monbeig (IHEAL) (DR).

En second lieu, le moment chilien eut une fonction matricielle dans le développement de réseaux transnationaux de solidarité et d'aide aux réfugiés⁵⁰. Il représenta dans le

Sud-américains en Europe francophone, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010, p. 77-102.

50. Kim Christiaens, Idesbald Goddeeris, Magaly Rodríguez García, eds., *European Solidarity with Chile. 1970s-1980s* (Frankfurt a. Main: Peter Lang, 2014); Mark Cutts, *The State of the World's Refugees, 2000. Fifty Years of Humanitarian Action* (Oxford: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees/Oxford University Press, 2000); Patrick Willima Kelly, "The 1973 Chilean Coup and the Origins of Transnational Human

rights Activism", *Journal of Global History* (2013/8), p. 165-186; Jessica Stites Mor, *Critical Human Rights. Human Rights and Transnational Solidarity in Cold War Latin America* (Madison: University of Wisconsin Press, 2013).

même temps une étape importante, parallèlement à la conférence d'Helsinki, pour la prise en compte sur la scène internationale de la question des droits de l'homme⁵¹. Pour Amnesty International par exemple, son engagement dans la dénonciation de la dictature constitua un tournant, lui permettant de gagner une reconnaissance internationale en tant qu'acteur clé aux côtés d'organisations plus anciennes. En outre, dans le contexte de la médiatisation croissante à l'Ouest du combat des dissidents de l'Est à la fin des années 1970, les débats impliquant le Chili et portant sur la question de l'universalité des droits de l'homme représentèrent plus largement un tournant dans l'histoire de la Guerre froide, non seulement entre Est et Ouest, mais aussi Nord et Sud⁵².

Rights Activism", *Journal of Global History* (2013/8), p. 165-186; Jessica Stites Mor, *Critical Human Rights. Human Rights and Transnational Solidarity in Cold War Latin America* (Madison: University of Wisconsin Press, 2013).

51. Pour les débats historiographiques sur le tournant des années 1970 dans l'histoire de la défense des droits de l'homme, voir Thomas Risse, Stephen C. Ropp, Kathryn Sikkink, eds., *The Power of Human Rights* (Cambridge: Cambridge University Press, 2008); Samuel Moyn, *The Last Utopia. Human Rights in History* (Cambridge: Harvard University Press, 2010); Jan Eckel, "Under a Magnifying Glass". The International Human Rights Campaign against Chile in the Seventies", in Stefan-Ludwig Hoffmann, ed., *Human Rights in the Twentieth Century* (New York: Cambridge University Press, 2011); Thomas C. Wright, *Impunity, Human Rights, and Democracy: Chile and Argentina, 1990-2005* (Austin: University of Texas Press, 2014).

52. Sur les conséquences de la dissidence à l'Est sur les relations internationales en Europe, voir Boel Bent, «Transnationalisme social-démocrate et dissidents

En troisième lieu, au-delà de l'exercice d'une violence de masse par l'État et de la rupture constitutionnelle qu'il entraîna dans un pays remarquablement stable eu égard aux aléas politiques que connut la région latino-américaine depuis les Indépendances, le 11 septembre 1973 fut à l'origine d'une révolution économique qui essaima largement au point de devenir le patron de la bonne gouvernance mondiale une décennie plus tard – et, à quelques nuances près, jusqu'à nos jours. En Amérique latine d'abord, mais dans le monde entier ensuite, le coup d'État chilien signa donc la clôture d'un cycle d'inspiration keynésienne vieux d'un demi-siècle qui avait cherché à promouvoir une certaine idée de la démocratie sociale⁵³. Aux stratégies interventionnistes se substitua en effet l'influence des théories néolibérales élaborées à la *School of Economics* de l'université de Chicago autour de Milton Friedman. S'il n'y a pas lieu ici de revenir en détail sur la nature de cette mutation⁵⁴,

de l'Est pendant la Guerre froide», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 109, n° 1, 2011, p. 169-181.

53. Voir Olivier Compagnon, «Le 11 septembre 1973: un tournant du XX^e siècle latino-américain, un événement-monde», *Revue internationale et stratégique*, n° 91, automne 2013, p. 97-105.

54. Sur ce point, voir notamment Juan Gabriel Valdés, *Pinochet's Economists: The Chicago School of Economics in Chile* (Cambridge: Cambridge University Press, 1995); Patricia Olave Castillo, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía*, Mexico, UNAM, 1997; Stéphane Boisard, Marina Heredia, «Laboratoires de la mondialisation économique. Regards croisés sur les dictatures argentine et chilienne des années 1970», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 105, n° 1, 2010, p. 109-125 ;

il ne fait pas de doute que le général Pinochet offrit aux tenants du néolibéralisme un laboratoire grandeur nature qui incarna bientôt, aux yeux d'institutions financières comme le Fonds monétaire international ou d'élites politiques en mal de solutions concrètes face à la crise, la solution miracle. Dès lors, le « modèle chilien » essaima rapidement en Europe – des années Thatcher en Grande-Bretagne à partir de 1979 au tournant de la rigueur des socialistes français en 1983 –, ainsi qu'aux États-Unis durant les deux mandats de Ronald Reagan, au point d'être érigé en norme internationale de la « bonne gouvernance » au tournant des années 1980 et 1990 – dans le cadre du « consensus de Washington » notamment. Bien qu'offrant des perspectives de relance économique improbables dans le contexte international de l'époque, ces politiques portaient toutefois en elles un coût social très important dont la destruction des services publics, la paupérisation de larges secteurs de la population, l'érosion des classes moyennes et le creusement des inégalités dans la répartition des richesses constituèrent les aspects les plus visibles. À l'heure où l'Union européenne vacille sous l'effet de politiques d'austérité directement inspirées de la rupture inaugurée dans le Chili de la deuxième moitié des années 1970, ce n'est sans doute pas là le moindre impact global qu'eut le 11 septembre 1973.

Manuel Gárate, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago de Chile, Editorial Universidad Alberto Hurtado, 2012.